diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

D’une Espagne à une autre, d’une Espagne à des Espagnes

vendredi 3 avril 2009,par François LE MOAL

Citer cet article / To cite this version :
François LE MOAL, **D’une Espagne à une autre, d’une Espagne à des Espagnes**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 3 avril 2009.*

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site **https://fr.tipeee.com/diploweb** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Histoire et géopolitique de l'Espagne. Au fil du temps, le silence sur la période franquiste est devenu de plus en plus lourd, tel une chape de plomb qu'il aura fallu lever un jour ou l'autre. Un évènement tragique a accéléré les choses. Dès lors, l'Espagne est plongée dans une crise d'identité, en s'engageant dans un combat contre ce passé qui la hante, comme une sorte de thérapie dont elle sortira renforcée, mais elle devra passer par des choix cruciaux, alors que la crise la frappe maintenant de plein fouet.

PLUS RIEN n'est comme avant en Espagne. Dictature jusqu'à la mort de Franco en 1975, elle est désormais une démocratie solide qui a toute sa place dans l'Europe. Alors qu'il s'agissait d'un Etat unitaire, elle se rapproche aujourd'hui d'un Etat fédéral. Son économie constitue jusqu'à la crise l'une des plus dynamiques d'Europe. En même temps, certaines valeurs qui étaient des marqueurs de l'identité et de la culture espagnoles sont parfois remises en cause.

C'est comme si le vent de liberté et d'espoir qui avait soufflé dans les années 1970 ne s'était jamais arrêté et avait permis de rattraper le temps perdu. Pourtant, l'Espagne doit faire face à certaines fragilités, comme le terrorisme basque, tandis que l'attentat du 11 mars 2004 reste un lourd traumatisme. Par sa position géographique, elle est devenue l'une des principales portes d'entrée de l'eldorado européen pour des milliers d'émigrés clandestins d'Afrique. En outre, un travail de mémoire sur la période franquiste semble s'ouvrir, suscitant parfois des polémiques, voire des affrontements entre deux visions de l'Histoire, entre « deux Espagnes », alors que la volonté de l'oubli était jusque là partagée par tous. Quelles sont les raisons de ce changement de cap ? Et l'Espagne subit les impacts de la crise économique mondiale. Selon Sylvia Desazars de Montgailhard, Maître de Conférences à Sciences Po, à la veille des élections législatives de mars 2008, « les « Trente Glorieuses » de l'Espagne s'achèvent ». Pourtant, les Espagnols gardent le moral et pensent qu'il s'agit simplement d'un passage difficile. Pourquoi toujours tant d'optimisme ? Avant d'évoquer les grandes transformations de ces trente dernières années, il serait intéressant de rappeler la situation de l'Espagne sous le régime de Franco et l'originalité du processus de la « transition démocratique » conduit par Juan Carlos Ier.

Une entrée dans le XXè siècle à l'écart de l'Europe et la marche vers le franquisme

L'Espagne entame le XXè siècle dans une crise morale profonde, par la perte des derniers éléments de son empire après sa défaite contre les Etats-Unis d'Amérique en 1898 ; c'est le « désastre de 98 » qui l'écarte des grandes puissances coloniales.
Depuis la Restauration des Bourbons en 1876, après tant de *pronunciamientos*, l'Espagne traverse enfin une période de stabilité. Mais le pouvoir reste aux mains de quelques milliers de personnes, l'Eglise détient une large place et l'armée, conçue comme un moyen de maintien de l'ordre intérieur, se développe en vase clos. Les conditions géographiques et sociologiques de l'époque, par le poids et l'isolement du monde rural, sont favorables au renforcement de leurs pouvoirs.
Ce régime a une vie parlementaire profondément factice. L'alternance, souvent artificielle, ne reflète pas les mouvements d'opinion, et finalement, au début des années 1920, il se retrouve sans aucune légitimité, à un moment où émergent des solutions alternatives à la démocratie

libérale : le bolchevisme et le fascisme. L'Espagne, qui a évolué à l'écart de l'Europe, n'y échappe pas. Ni le général Primo de Rivera arrivé au pouvoir en 1923 par un *pronunciamiento*, ni la Seconde République, instaurée en 1931, ne peuvent enrayer la division du pays, entre classes sociales et particularismes locaux, qui mène en 1936 à une guerre civile et idéologique, la Guerre d'Espagne, entre républicains et les nationalistes.

Les nationalistes reçoivent le soutien de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. L'Espagne devient pour ainsi dire le terrain d'entraînement de la Wehrmacht et la Guerre d'Espagne est souvent considérée comme « la première bataille de la Seconde Guerre Mondiale ». Quant aux démocraties européennes - France et Royaume-Uni -, elles adoptent le principe de non-intervention, mais des armes sont envoyées et des milliers de volontaires s'engagent pour la République espagnole. Les nationalistes sortent vainqueurs avec la prise de Madrid le 28 mars 1939. Ayant coûté, selon les estimations, la vie de près de 600 000 personnes sur une population de 26 millions d'habitants, la Guerre d'Espagne marque profondément les esprits.

Le général Franco (1892-1975) met en place un système autoritaire comparable à l'Italie et à l'Allemagne. La Phalange devient le parti unique, les libertés sont restreintes, le régime repose surtout sur l'armée, l'Eglise catholique et les grands propriétaires terriens. Le Caudillo développe le culte de la personnalité, et n'envisage aucune réconciliation avec ses ennemis.

L'isolement de la péninsule ibérique

Comme le Portugal voisin, la dictature choisit la neutralité durant la Seconde Guerre mondiale. Entré en autarcie, le régime s'essouffle dans les années 1950. L'Espagne présente alors les caractéristiques d'un pays du Tiers-Monde : pauvreté, place prépondérante de l'agriculture, analphabétisme, forte émigration de la population active, particulièrement vers la France. En outre, elle est le seul pays d'Europe occidentale qui ne bénéficie pas de l'aide du Plan Marshall, et se retrouve ainsi isolée, même si finalement, une aide financière lui sera versée pour prévenir d'un coup d'état communiste

Franco décide alors de lancer le pays vers l'industrialisation et de favoriser le développement du tourisme. L'Espagne se forge l'image d'une destination touristique peu chère. Mais les conditions de vie ne s'améliorent guère et les opposants sont toujours autant réprimés, l'agriculture reste moribonde, les déséquilibres régionaux s'accroissent, les grèves ouvrières et les révoltes étudiantes se multiplient, tandis que les organisations autonomistes catalanes et basques se renforcent. Le mouvement basque ETA, fondé en 1959, recourt au terrorisme et revendique l'attentat perpétré en 1973 contre l'amiral Luis Carrero Blanco, le Premier Ministre de l'époque.
La dictature est alors à l'image de son chef, agonisante, et tombe avec sa disparition, le 20 novembre 1975. Deux jours plus tard, son successeur désigné, le prince Juan Carlos, petit-fils d'Alphonse XIII - dernier roi d'Espagne de 1886 à 1931 - prend le pouvoir, et est intronisé roi d'Espagne.

Une transition démocratique originale qui ouvre enfin la

voie de l’Europe

Juan Carlos Ier conduit le pays sur la voie de la démocratie. Il prône la réconciliation nationale et propose la décentralisation aux régions à forte identité culturelle - Catalogne et Pays Basque -, pour éviter toute menace de désintégration du pays et pour que la démocratie ne reste pas à l’état d’embryon. Durant la période de « transition », de 1975 à 1978, il écarte les derniers éléments franquistes et rétablit les libertés fondamentales. Adolfo Suarez, nommé Premier Ministre, doit faire reconnaître la monarchie par les partis républicains, car le roi constituera la clé de voûte du nouveau système politique.
L’Espagne constitue d’ailleurs **un cas unique** sur ce point, puisqu’elle est le seul Etat qui a choisi une monarchie constitutionnelle au XXè siècle pour la mise en place de la démocratie. Ainsi, en Italie, le retour à la démocratie après la Seconde Guerre Mondiale s’accompagne du passage de la monarchie à la république. Nous pouvons retrouver une situation similaire en Grèce, où la monarchie est définitivement abandonnée en 1974, avec la chute de la Dictature des Colonels. De même, les pays d’Europe centrale et orientale choisissent la république après la chute du bloc communiste même si la Roumanie et la Bulgarie auraient pu choisir la monarchie.
De plus, ce changement de régime ne s’accompagne pas d’un mouvement insurrectionnel, comme la Révolution des Œillets au Portugal en 1974 ou le mouvement Solidarnosc en Pologne dès 1980. Il est vrai que la Guerre d’Espagne est encore dans toutes les mémoires ; personne ne souhaite reprendre les armes et tout le monde espère une issue heureuse à la mort de Franco…

La Constitution adoptée en 1978 précise d’une part, « l’unité indissoluble de la nation » mais, d’autre part, « reconnaît et garantit le droit à l’autonomie des nationalités et des régions qui la composent et la solidarité entre elles ». L’Espagne abandonne de cette manière la devise franquiste « *Una, Libre, Grande* » (Unie, Libre, Grande), et devient un Etat régional pour satisfaire les particularismes locaux, comme pour souligner une volonté partagée de tourner la page et se porter résolument vers l’avenir.

L’Espagne souhaite aussi trouver sa place dans l’Europe communautaire et présente sa demande d’adhésion à la CEE dès juillet 1977, quelques temps après le Portugal.
L’Espagne, plus que tout, « avait envie d’Europe », et prouvera qu’elle est tout à fait prête à relever le défi, tout d’abord en févier 1981, après l’échec du coup d’Etat du lieutenant-colonel Tejero, puis en octobre 1982 par l’alternance politique et l’arrivée de la gauche au pouvoir. Dès lors, les conditions semblent réunies pour que le pays puisse se redresser économiquement
Sa candidature s’avère cependant délicate du fait de son poids démographique et économique. Le traité d’adhésion de Madrid est signé le 12 juin 1985 et entre en vigueur le 1er janvier 1986. L’Espagne et le Portugal entrent ainsi le même jour dans la CEE. Au cours des négociations, la France manifeste une opinion très favorable à l’entrée de l’Espagne, en étant parfaitement consciente des enjeux, notamment en matière agricole. En revanche, Jacques Chirac émet de sérieux doutes dans le célèbre Appel de Cochin le 6 décembre 1978. De sa chambre d’hôpital, il s’oppose vivement à la manière dont se construit alors l’Europe communautaire et précise que « l’admission de l’Espagne et du Portugal dans la Communauté soulève, tant pour nos intérêts agricoles que pour le fonctionnement des institutions communes, de très sérieuses difficultés qui doivent être préalablement résolues, sous peine

d’aggraver une situation déjà fort peu satisfaisante ». Entre temps, précisément en 1982, l’Espagne adhère également à l’OTAN.

Le miracle économique espagnol et la prise de confiance

A l’instar de l’Allemagne de l’ouest dans les années 1950 et 1960, nous pouvons dire que l’Espagne connaît un « miracle économique » dans les années 1980. Elle connaît elle aussi ses « Trente Glorieuses », puis son adhésion à la CEE en 1986 lui permet de passer la vitesse supérieure. Elle modernise son agriculture, qui devient exportatrice, et développe ses industries, mais le tourisme constitue un excellent moteur pour la croissance. Son réseau autoroutier n’a plus rien à envier de ceux de la France ou de l’Allemagne, et elle dispose même de son propre TGV, l’AVE (Alta Velocidad de España). En 1989, elle entre dans le Système Monétaire Européen puis se qualifie parmi les premiers pour l’adoption de l’Euro. Les Jeux Olympiques de Barcelone et l’Exposition Universelle de Séville en 1992 symbolisent sans doute au mieux la réussite espagnole. Plus tard, en 2006, son PIB par habitant dépasse celui de l’Italie.

Sur le plan diplomatique, l’Espagne, avec le Portugal, permet notamment à l’Europe de développer des relations plus étroites avec l’Amérique latine.
Lors du retour de la droite au pouvoir en 1996, José Maria Aznar poursuit les efforts sur la baisse du chômage, mais souhaite donner à l’Espagne la place qu’elle mérite sur le plan extérieur, parmi les grands pays de l’Union européenne. Bien que l’Espagne soit la huitième puissance mondiale, pourquoi ne fait-elle pas partie du G8 ou du G20 ? Progressivement, il se rapproche des Etats-Unis, jusqu’à la participation de la guerre en Irak en 2003, alors que l’opinion publique y est largement défavorable.

Le 11 mars 2004, point de départ d’une nouvelle ère pour l’Espagne

L’attentat du 11 mars 2004 a lieu à la gare d’Atocha, à Madrid, à quelques heures élections législatives. Le Parti Populaire est donné vainqueur ; Mariano Rajoy devrait normalement succéder à José Maria Aznar. Celui-ci l’attribue à l’ETA, mais l’organisation séparatiste dément formellement. Des manifestations spontanées dénoncent d’abord la violence, puis l’enquête menant rapidement à la piste islamiste, en lien avec la guerre en Irak, les Espagnols se sentent bafoués par ce qu’ils considèrent comme un mensonge d’Etat. Puis ils se tournent contre le Parti Populaire, qui perd finalement les élections. Ceci n’est que la conséquence immédiate de l’attentat du « 11M », qui constituera sans doute une date-clé, un tournant dans l’évolution récente du pays. Certes, l’Espagne était malheureusement habituée aux attentats perpétrés par l’ETA, mais cette fois, l’attaque vient de l’extérieur et révèle une part de sa vulnérabilité. Déjà, la croissance économique ralentit et la baisse du moral des ménages se fait sentir.

Il s’avère que certaines victimes de l’attentat ne peuvent être identifiées car il s’agit de travailleurs immigrés, le plus souvent d’Amérique latine, qui ne sont pas dans les registres de l’Etat. L’Espagne se rend compte à quel point elle a changé en si peu de temps, en étant passée d’une terre d’émigration à une terre d’immigration. Pour y remédier, le gouvernement de José Luis Zapatero lance une politique de régularisation massive pour ceux qui sont venus tenter leur chance dans les grandes métropoles ou dans les serres d’Andalousie. La population

de l'Espagne est aujourd'hui multiculturelle, avec 10% d'étrangers en 2008.
Plurielle par sa population, l'Espagne l'est aussi de plus en plus par la politique de décentralisation envers ses communautés autonomes. Par la révision de leur statut, comme la Catalogne en 2006, puis l'Andalousie en 2007, elles acquièrent toujours plus d'autonomie, car c'est justement autour du concept d'« Espagne plurielle » que José Luis Zapatero souhaite mener ses politiques. Le gouvernement tente même de négocier une trêve de l'ETA, mais celle-ci ne reste que de courte durée.

2004 est aussi l'année de l'élargissement de l'Union européenne à l'Est qui signifie pour l'Espagne la fin progressive des subventions « généreuses » dont elle avait pu tirer largement profit. Les nouveaux Etats-membres peuvent être ainsi vus comme des concurrents pour l'Espagne par leur main-d'œuvre meilleur marché et pour leurs potentiels et leurs infrastructures touristiques héritées de l'ère communiste. Mais contrairement à son prédécesseur, José Luis Zapatero poursuit le rapprochement de l'Espagne vers l'Europe et organise le premier référendum sur la Constitution Européenne.

Au début de l'année 2008, l'épisode de l'hymne, est sans doute révélateur des relations que les Espagnols entretiennent avec leur passé. La tentative d'ajout de paroles à la *Marcha Real* lancée par le Comité Olympique Espagnol en vue des JO de Pékin, par l'organisation d'un concours, échoue. En effet, le texte choisi réveille soudainement des tensions politiques, à l'inverse du but recherché : la recherche d'un consensus national. Depuis le retour à la démocratie, la *Marcha Real* est en effet resté un hymne muet. La nouvelle version devait commencer ainsi : « Vive l'Espagne / Chantons tous ensemble / D'une voix distincte / Et d'un seul cœur », puis se terminer par les mots « Justice en grandeur / Démocratie et paix. » Mais « l'œuvre » est plutôt mal accueillie. Alors que l'opinion publique se montre peu enthousiaste, elle suscite de nombreuses critiques dans la classe politique, notamment à gauche. Ses leaders la considèrent d'un autre temps, aux « expressions complètement vétustes ». Dans *El Pais*, un journaliste pense qu'il ne fallait pas y toucher et que « le silence est [finalement] ce qu'il y a de mieux » ; les notions de fraternité, de patrie et d'unité rappellent les souvenirs du franquisme, alors qu'un travail de mémoire vient à peine de s'ouvrir.

Jusqu'ici, l'idée dominante était l'oubli du passé, dans une volonté de vivre ensemble. Mais 30 ans se sont écoulés et la première génération qui n'a pas connu la dictature, dans les difficultés qu'elle éprouve pour s'insérer dans la société, se pose des questions sur le passé de ses parents et de ses grands-parents. José Luis Zapatero, dont le grand-père a été fusillé par la milice, souhaite ouvrir ce dossier. Estimant que la démocratie est suffisamment mature, il pense qu'il est désormais temps de lever cette autocensure, d'abord par l'effacement des derniers éléments franquistes du paysage, comme certains noms de rues ou le déboulonnage des statues. Malgré une forte opposition du Parti Populaire, qui craint à terme une « réouverture des plaies », le gouvernement adopte en 2007 une loi de réhabilitation des victimes du franquisme. Et peu à peu les langues se délient dans les villages. Aux quatre coins du pays, on recherche des témoignages, on repère les fosses communes, pour parvenir à la vérité. Le juge Balthasar Garzon, rendu célèbre pour avoir fait interpeller Augusto Pinochet à Londres en 1998, ouvre une instruction en octobre 2008 sur les crimes franquistes non résolus, et parle de crimes contre l'humanité, mais le parquet général lui répondra qu'ils n'ont jamais été ainsi qualifiés et qu'il doit laisser les tribunaux locaux mener l'enquête. De longs débats à ce sujet s'annoncent en perspective.

Cette rupture avec le « pacte de l'oubli » est susceptible d'avoir de lourds impacts envers certaines institutions comme la *Guardia Civil* ou l'Eglise, qui est même devenue une force d'opposition au gouvernement, par rapport aux réformes du divorce et du mariage homosexuel, mais un allié quelque peu dérangeant pour le Parti Populaire, en le retranchant vers des positions plus conservatrices. Elle mène un combat acharné contre le projet de renforcement de la laïcité qui prévoit la disparition progressive des symboles religieux des espaces publics et des actes officiels. Déjà, dans les écoles, les cours de catéchisme sont remplacés par des cours d'éducation civique et les athées mènent une campagne d'affichage offensive sur les autobus des grandes villes.

Mais nous aurions pu difficilement imaginer que cette soudaine remontée dans le temps, parviendrait, par ricochet, à remettre en cause la légitimité de celui qui a œuvré pour la crédibilité du pays durant ces dernières années, c'est-à-dire le Roi, car la monarchie n'était pas le choix de la population mais celui de Franco. Des drapeaux républicains apparaissent parfois sur les voitures, des photos officielles de la famille royale ont même été brûlées en Catalogne. Tandis qu'une chaîne de télévision s'est récemment lancé dans un exercice de politique-fiction, en imaginant le destin de l'Espagne si les Républicains l'avaient emporté en 1939. Juan Carlos est resté très populaire et s'est montré proche du peuple après les attentats du 11 mars, mais des Espagnols pensent déjà à l'avenir. Le prince Felipe pourra-t-il en être le digne héritier ? Après avoir assuré le retour à la démocratie, la monarchie parviendra-t-elle à passer le cap de la succession ?

Au fil du temps, le silence sur la période franquiste est devenu de plus en plus lourd, tel une chape de plomb qu'il aura fallu lever un jour ou l'autre. Un évènement tragique a accéléré les choses. Dès lors, l'Espagne est plongée dans une crise d'identité, en s'engageant dans un combat contre ce passé qui la hante, comme une sorte de thérapie dont elle sortira renforcée, mais elle devra passer par des choix cruciaux, où le compromis, entre laïcité et religion, entre régionalisme à géométrie variable et fédéralisme, voire entre monarchie et république, ne sera plus de mise.

Nous aurions pu insister plus longtemps sur les mutations profondes de l'Espagne, sans compter la libération des mœurs et la création culturelle de la *Movida*, mais avec une croissance « insolente », elle a constitué un modèle que les pays ayant dernièrement adhéré à l'Union européenne souhaiteraient sans doute imiter, et dont Mohammed VI compte s'inspirer pour le Maroc.

Cependant, avec **les premiers impacts de la crise économique mondiale en Espagne**, tous les indicateurs économiques y sont brutalement passés au rouge, en l'espace de quelques mois. Ainsi, l'immobilier et la construction, moteurs de la croissance de ces dernières années, sont touchés de plein fouet. Le gouvernement a prévu de concentrer une large partie de son plan de relance de 33 milliards d'euros. Par conséquent, le chômage monte en flèche. Avec un taux de 14% de la population active en février 2009, il atteint son niveau le plus haut depuis 12 ans. Il est en hausse de près de 50% par rapport à l'année 2008. Pour 2010, certaines analyses prévoient un taux de chômage de 19,7%. En outre, alors qu'elle présentait des excédents budgétaires depuis des années, l'Espagne devrait creuser son déficit en 2008 et 2009. Il dépasserait même, ici comme en France ou en Allemagne, la barre des 3% du PIB fixée par le pacte de stabilité européen.

L’entrée de l’Espagne dans la crise économique, qui s’annonce déjà longue et difficile, constitue donc un défi supplémentaire à relever, parmi tous ceux qu’elle devra relever pour repartir sur de nouvelles bases.

P.-S.

Diplômé de l’IEP de Grenoble. Rédacteur au journal *Europa*